

La France de 1945 à nos jours

Introduction :

I) Le bilan de la Seconde Guerre mondiale et les mémoires du conflit

La France a connu la guerre dans la division. Ruiné à la fois moralement et matériellement, le pays doit pourtant se reconstruire après 1945 (généralités = 1er chapitre d'histoire). Rapidement, des mémoires différentes et conflictuelles s'affrontent au sujet de ce qu'a été la guerre pour ce pays.

- Quel est le bilan de la guerre en France?
- Comment se met en place le nouveau régime?
- Comment les mémoires de la guerre se sont-elles constituées?
- Pourquoi cette période a-t-elle entraîné des traumatismes toujours présents aujourd'hui dans la société française?

A) Un lourd bilan humain et matériel

1. des chiffres :

600 000 Français dont près de la moitié de civils, ont trouvé la mort pendant la SGM. Un quart de la pop. Juive vivant en France a également péri. IL faut évoquer la surmortalité infantile et le déficit de naissances consécutif à cette période.

Les destructions matérielles sont très importantes (voir 1er chapitre). Les conséquences morales de la guerre marquent profondément le pays. La découverte progressive de l'existence du système concentrationnaire nazi marque durablement les esprits.

Les divisions entre les F. restent sensibles à la Libération. De Gaulle souhaite très rapidement restaurer l'autorité de l'État et l'unité nationale. Pour cela, il insiste sur une mémoire officielle de la France, fondée sur l'oubli de période collaborationniste de la F. et sur la valorisation de la Résistance dans un but de réconciliation nationale.

2. Mettre en place une France nouvelle :

Malgré cette volonté unitaire, il ne faut pas oublier que le gouvernement française sous la direction de Philippe Pétain a collaboré avec l'Allemagne. L' État et la police ont ainsi aidé à la déportation et la traque contre les résistants. Une part minoritaire de la

populaire a soutenu cette politique, pendant qu'une majorité s'enfermait dans l'attentisme.

Les caractéristiques du régime de Vichy : voir texte 1

Il y a donc une étape indispensable à la restauration nationale = l'épuration.

Voir texte 2

3. Remettre sur pied la gouvernance du pays :

Il faut aussi pour le gouvernement provisoire restaurer et approfondir la démocratie. Si l'établissement de la République est long et difficile, la restauration économique et sociale est très rapide et marquée par un esprit de revanche sur les affres du passé et un désir d'avenir radieux. Les Français sont pleins d'espoir et veulent construire un pays nouveau sur des bases démocratiques et sociales, dans l'esprit des idées de la Résistance. Il s'agit aussi de restaurer l'État républicain. Il y a alors temporairement un consensus autour du **général de Gaulle (voir biographie)**

= exemple des réformes mises en place dès 1944 : voir

tableau

Cette volonté de restaurer le pays se fait dans un contexte international plus défavorable, entre le débuts des troubles coloniaux et le contrecoup de l'occupation allemande qui a montré les failles de ce qui n'est plus dorénavant qu'une puissance de seconde zone. Créer une nouvelle France passe aussi par l'élaboration officielle de la mémoire du conflit, qui peu à peu se craquèle, pour révéler au fil des décennies les responsabilités françaises durant la SGM. Cette période devient un enjeu mémoriel très présent dans la conscience collective nationale.

B) D'une mémoire officielle et une mémoire plurielle et conflictuelle (fin des années 1940 à nos jours)

Cette volonté énergique de tourner la page ne doit pourtant pas masquer les traumatismes issus du conflit et les problèmes non réglés. La mémoire collective du conflit évolue ensuite au gré des soubresauts de la vie politique, du travail des historiens et du témoignage des acteurs de cette époque

1. Qu'est ce que la mémoire collective ?

La mémoire et l'histoire sont deux représentations du passé qui se différencient.
L'idée

de mémoire exprime un lien affectif avec les événements du passé alors que l'histoire cherche davantage à être une reconstruction savante approchant la vérité.

La mémoire collective est, elle, une représentation du passé qu'entretient un groupe par le biais de récits, d'enseignements, de commémorations, en se nourrissant de

mémoires populaires, de souvenirs individuels et de références aux mémoires officielles (rôle de l'État) comme aux travaux des historiens.

Dans le cas de la SGM, on a assisté, selon une périodisation différenciée, à un refoulement des événements de cette période, puis à une hypertrophie du souvenir de ces années dans la vie collective des Français, avec une concurrence de différentes mémoires.

2. L'évolution des mémoires

En réalité, plusieurs mémoires se chevauchent et s'affrontent, parfois depuis la fin de la SGM. La cohésion des Français en 1945 reposait sur le mythe d'une France totalement résistante, où les gaullistes et les communistes faisaient figure de héros incarnant la France combattante et seule légitime.

Mais la Guerre froide fragilise cette entente, d'autant plus que les partisans du maréchal Pétain tentent alors de vanter son action. Pour calmer ces tensions, des lois d'« amnistie » (1951 et 1953) sont votées pour réconcilier les français et fermer la parenthèse de ces années noires.

Ainsi, les années 1950-1960 sont plutôt placées sous le signe de l'oubli des conflits internes de la guerre et sur le silence de nombreux témoins. De Gaulle, revenu au pouvoir en 1958, réaffirme avec force l'idée d'une France unanimement résistante et célèbre des lieux comme le mont Valérien, ou des hommes, tel Jean Moulin, qui ont le mérite d'être consensuels.

A partir de la fin des années 1960, d'autres mémoires sont transmises, faisant autant d'accrocs à l'unanimité revendiqué par le général de Gaulle : le cinéma, la littérature ou encore le travail des historiens rappellent le rôle de la collaboration française et posent la question des responsabilités des Français et de Vichy dans cette période, et plus particulièrement dans la collaboration au génocide des Juifs.

La mémoire juive est en effet réveillée par les premiers grands procès contre des responsables nazis (Eichmann en Israël) et par l'apparition de courants niant l'existence d'un génocide.

Cet ensemble de facteurs explique les besoins de vérité et de justice qui touchent la population française à partir des années 1980. Des procès, comme celui de Klaus Barbie ont lieu. Des interrogations de plus en plus pressantes sur des fonctionnaires de Vichy comme Maurice Papon, ou sur des hommes politiques comme François Mitterrand, occupent la scène médiatique.

Cette présence dans la société française des événements de la SGM entraîne une reconnaissance officielle de la responsabilité de l'Etat français dans la persécution des Juifs, et les commémorations autour des dates anniversaires marquent la vie des Français (voir commémoration prochaine du 6 juin 1944, avec la présence d'Obama).

Aujourd'hui, alors que la génération des acteurs de la guerre s'éteint (voir mort récente de Serge Ravanel), même si la connaissance historique est de plus en plus importante, polémiques et tensions peuvent encore surgir au sein de la société française.

3. La place particulière des mémoires de la Résistance

La mémoire de la Résistance joue un rôle particulier dans les mémoires de la SGM. Contrairement à ce qui a été affirmé après 1945, la Résistance française a été le fait d'une minorité aux opinions diverses. Deux grandes catégories de résistance peuvent être

définies: la résistance extérieure autour de de Gaulle, à Londres, qui regroupe les Forces Françaises Libres, FFL, et dont la participation aux opérations militaires des Alliés a été importante; la résistance intérieure, éclatée en différents mouvements. Cette dernière est le plus souvent le fait d'individus ou de groupes peu nombreux, d'hommes et de femmes venant de toutes les catégories sociales et de tous les horizons politiques, même si les sympathisants de gauche sont les plus nombreux. Plusieurs groupes existent selon les affinités et les modes d'action.

Cette diversité entraînant un manque d'efficacité, une mission d'unification des mouvements est confiée à Jean Moulin par le général de Gaulle : le Conseil national de la Résistance naît en mai 1943 pour coordonner les actions en vue de la libération du territoire. Il permet ainsi la mise sur pied des FFI (Forces Françaises de l' Intérieur) et adopte en mars 1944 un programme visant à rétablir le régime démocratique, en proposant en particulier un rôle accru de l'État dans le domaine économique et social.

Par la suite, la référence aux valeurs de la Résistance est l'une des constantes de la vie politique française et plusieurs mémoires concurrentes s'expriment, souvent pour des enjeux politiques.

La transmission des mémoires résistantes se poursuit de nos jours par l'intermédiaire des témoins et des associations, de l'État et des partis politiques, ou encore par celui d'institutions chargées d'en rappeler l'histoire et les valeurs comme la Fondation de la Résistance ou le musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne.

Biographie de Jean Moulin = voir texte 3

4. Chronologie des évolutions / schémas.

Voir document 4

Un exemple des liens entre histoire, mémoire et évolution politique: le **négaționisme**.

Voir texte 4

5. Sujet corrigé : « l'évolution des mémoires de la SGM au sein de la société française depuis 1945 »

voir corrigé (exercice volontaire à faire)

Les mémoires du conflit sont toujours très présentes en France, et l'opinion publique reste d'une part attachée aux valeurs de la Résistance, et d'autre part est sensible à la concurrence des mémoires (voir dernier exemple : le rôle des troupes coloniales dans cette période). Pourtant, en 1945, les Français ont avant tout voulu se tourner vers l'avenir et vers la démocratie.

Mais trouver un régime stable, dans un contexte international de guerre froide et de décolonisation , a été très difficile. De nombreuses crises et évolutions ont ainsi ponctué la vie politique française durant soixante ans.

II) 60ans de vie politique française : entre crises, nouveautés et stabilité

A) Un régime « mal aimé » : la IV ème république (1945-1958)

La période qui s'ouvre après 1945 est marquée par un formidable espoir de renouveau dans les domaines politique, économique et social. Pourtant la IV ème république ne parvient pas à s'imposer face à une conjoncture défavorable.

- Quelles difficultés a connues ce régime?
- Quelles sont les réformes tout de même menées à bien?

1. La nouvelle constitution :

a) un vote difficile

Si le sursaut de la France est réel et rapide dans le domaine économique et social, il y a de très nombreuses difficultés rencontrées par les dirigeants pour adopter une nouvelle constitution. Elle ne voit le jour qu'en octobre 1946. Plusieurs forces politiques se sont affrontées sur ce projet :

→ **les communistes:**

→ **Les socialistes:**

→ **les démocrates chrétiens:**

b) les principales caractéristiques

Voir schéma.

Commentaire : **tout d'abord le contexte** . Deux grandes idées se sont affrontées ; tout d'abord, un pouvoir exécutif fort pour remettre durablement le pays sur pied, c'est la position de de Gaulle. Ensuite, un régime d'assemblée, perçu comme plus démocratique ,ce que veulent la majorité des partis politiques, avec en tête les communistes et les socialistes. Deux années et un échec (le refus de la première version) sont nécessaires à l'adoption du projet.

Ensuite analyse du schéma :

Les institutions de cette république sont élaborées dans l'idée qu'une majorité stable est possible. Or, cela n'est pas le cas et une stabilité en découle.

2. L'évolution des forces politiques

a) les forces en présence

Voir plus haut + ajouts : les gaullistes commencent à se regrouper entre eux = naissance du RPF.

Voir bio de de Gaulle

b) l'année 1947 : fracture politique

Il faut placer cette date dans le contexte de naissance de guerre froide:

Explications =

c) Vers la paralysie du régime

Dès lors , des gouvernements soutenus par la « troisième force » (SFIO / MRP / Radicaux) se succèdent et se figent dans l'immobilisme, d'autant que les difficultés sont nombreuses (un seul exemple : la guerre d'Indochine)

Texte n°5: Tripartisme et Troisième force

Chronologie à utiliser et à connaître parfaitement.

3. Une France malgré tout modernisée

a) les effets des mesures de la Libération

Le Général de Gaulle à la tête du gouvernement provisoire d'union nationale, entreprend une série de grandes réformes durables : nationalisations, planification, et intervention de l'État sans précédent assurent un redémarrage économique. La France entre dans la modernité.

b) Les débuts de la construction européenne

Voir chapitre sur l'Europe (chapitre 13: L 'Europe de 1945 à nos jours).

c) Une France dans les Trente Glorieuses

Voir chapitre 3 : de la société industrielle à la société de communication.

Il ne faut donc pas réduire ce régime aux difficultés politiques, l'œuvre réalisées dans le domaine économique et sociale est en effet très importante. Mais ce sont ces mêmes difficultés politiques qui conduisent le régime à sa perte.

4. Des difficultés à l'agonie

a) une très forte instabilité

Il faut donc tout d'abord souligner que les institutions,faute de majorité stable, entraînent une très importante instabilités gouvernementale et un immobilisme. Quelques sursauts ont été possibles.

b) L'expérience PMF

C'est un contre exemple : son gouvernement a réussi à agir et a réglé le conflit

indochinois.

Texte 7 : biographie de PMF

c) les effets de la crise algérienne :

Voir chapitre 7 sur la décolonisation

La crise algérienne a des effets importants sur la vie politique intérieure, et fragilise non seulement le régime mais aussi la démocratie dans ce pays.

Voir texte n° 8 : biographie de Guy Mollet

Voir texte n° 9 : poujadisme

Voir texte n° 10 : les difficultés du régime.

Le conflit en Algérie occupe à partir de 1954, une place prépondérante dans la vie politique : aucun gouvernement ne parvient à éviter l'engrenage qui conduit à une guerre difficile à mener. Le socialiste Mollet, pourtant investi pour faire la paix, est responsable de dérapages : autonomie aux militaires sur place, tolérance de la torture, absence de vision d'ensemble. La France est dans une impasse en Algérie, et la population, soucieuse de solutions rapides et honorables, ne fait plus confiance aux institutions. Aux yeux de beaucoup, de Gaulle est le seul homme capable de résoudre cette crise.

d) l'agonie et la chute du régime

De Gaulle devient le 1er juin 1958, président du Conseil et est investi des pleins pouvoirs constitutionnel. La IV^e a vécu. Le régime n'a pas su faire face aux trop nombreuses difficultés.

B) Dix ans de république gaullienne (1958-1968)

En 1958, la IV^e république disparaît en laissant une mauvaise image. Elle est remplacée par un nouveau régime mis en place par le général de Gaulle, où le pouvoir de l'exécutif est renforcé.

→ Quelles sont les caractéristiques de ce nouveau régime et comment a-t-il évolué dans les 10 années de pouvoir gaullien ?

1. La mise en place de la Vème République

a) le contexte de l'adoption du nouveau régime

En juin 1958, le général de Gaulle est rappelé au pouvoir, étant aux yeux d'une majorité de Français le seul capable de résoudre la crise politique qui trouve son origine dans la guerre d'Algérie (voir cours sur la décolonisation). Le nouveau chef de gouvernement veut agir rapidement: une nouvelle constitution est prête en un mois, et en septembre 1958, elle est approuvée par référendum à une très large majorité.

b) les institutions de la Ve République :

Schéma+ explications.

Les institutions de la nouvelle république contrastent avec le régime précédent et permettent à de Gaulle de concrétiser son projet pour la France qu'il avait dès la fin de la guerre. Le président de la république a un rôle central et l'Assemblée est élue au scrutin uninominal à deux tours pour permettre de dégager des majorités stables.

2. Le succès de la république gaullienne

Voir biographie

Ayant fait une constitution selon ses vœux, de Gaulle est libre d'agir au gré des difficultés : il faut tout d'abord régler le problème algérien. Contrairement aux attentes de certains, il favorise la voie de la négociation et permet la fin du conflit en 1962, par les accords d'Evian. Politique qui a suscité une opposition de plus en plus radicale autour du mouvement factieux pro-Algérie française de l' OAS, qui n'a pas hésité à organiser des attentats contre le président de la république.

Il se place également en acteur fort sur la scène internationale, se détachant sans ménagement des EU en quittant l'organisation militaire de l'OTAN et en dénonçant les actes américains au Vietnam.

Du point de vue de la construction européenne, il privilégie le couple franco-allemand, tout en insistant sur les prérogatives des nations et en rejetant toute idée d'Europe supranationale (voir chapitre sur l'Europe).

Cet activisme sur la scène internationale (qui suscite parfois des réactions hostiles comme au Canada ou en Israël) vaut toutefois une très grande popularité à de Gaulle au sein de l'opinion publique française (il aime les bains de foule).

Mais son exercice du pouvoir n'est pas exempt de critiques :

- pratique solitaire du pouvoir
- mesures gouvernementales de plus en plus situées sur la droite de l'échiquier politique.
- En conséquence, restructuration longue et douloureuse de la gauche autour de nouvelles idées et de nouveaux leaders.
- Décalage avec les aspirations de la jeunesse et celles des contestataires de la société de consommation.

A partir de 1965, on peut voir plusieurs signes d'essoufflement de son aura politique, mais lui refuse d'être alerté par ces signes et ne modifie pas sa pratique politique.

3. Essoufflements et crise de mai 68 :

Cet essoufflement trouve son illustration politique dans la crise de mai 68. C'est le moment d'une contestation étudiante et sociale sans précédent en France.

Voir texte : mai 68

De Gaulle quitte le pouvoir en 1969, après l'échec du référendum sur la

régionalisation et la participation. Il meurt un an plus tard laissant une image de grand homme d'État en France mais aussi à l'étranger et a donné naissance à un courant politique : le gaullisme.

Définition du gaullisme :

Courant politique formé autour du général de Gaulle. Il ne dispose pas d'une idéologie propre, mais repose sur quelques idées forces : recherche de l'indépendance nationale, refus des partis, rôle moindre du parlementarisme, position forte de l'exécutif, rôle de l'État dans l'économie et la société. S'il est traditionnellement classé à droite, il est aujourd'hui encore revendiqué au delà des clivages politiques. Le gaullisme souhaite rassembler les Français autour de projets communs, en insistant sur l'union et du patriotisme. En conséquence, on trouve dans l'idée et la pratique gaullistes, des influences de la droite conservatrice (majoritairement) mais aussi de la gauche (comme rôle social de l'État). Aujourd'hui, l'UMP se revendique encore du gaullisme, même si d'autres influences de droite marquent ce parti.

Après le départ de de Gaulle, la nouvelle république a-t-elle pu continuer à fonctionner? En effet, cette république semblait faite sur mesure pour le Général, mais elle a su s'adapter à ses héritiers, ainsi qu'à ses adversaires politiques.

C) La Vème république après de Gaulle : stabilité, alternances et renouvellement (1969-2009)

Quelle est l'évolution dans les années suivantes et comment ce régime s'est-il adapté face aux nouvelles difficultés ?

1. L'héritage gaulliste à droite : Pompidou / Giscard d'Estaing (1969-1981)

a) La présidence Pompidou : l'héritage dans la continuité

L'ancien premier ministre de de Gaulle Georges Pompidou lui succède et il se fixe comme objectif de rapprocher le pouvoir des Français et d'accompagner par des réformes les nombreuses évolutions qui ont eu lieu depuis les années 1960 dans tous les domaines.

Mais il meurt dans l'exercice de ses fonctions en 1974.

Voir biographie.

b) La présidence Giscard d'Estaing : l'héritage dans le changement

Valéry Giscard d'Estaing qui se situe au centre droit (donc n'est pas gaulliste) est élu président en 1974. Face à une gauche qui se recompose (naissance et affirmation du PS autour de Mitterrand) et qui reçoit de plus en plus de suffrages des Français (d'autant qu'il y a dans les années 1970 une dynamique unitaire à gauche entre centre gauche

(MRG) / Gauche (PS) qui est l'élément moteur/ Gauche (PCF, qui se recentre sur le national et devient moins révolutionnaire), Le nouveau président souhaite incarner la modernité (il est lui même jeune) en faisant adopter des mesures symboliques :

- abaissement de la majorité à 18 ans, au lieu de 21 auparavant.
- Autorisation de la pratique de l'interruption volontaire de grossesse (IVG)
- généralisation des moyens contraceptions
- Facilitation de la procédure de divorce
- démocratisation scolaire.

Mais son mandat devient très rapidement plus conservateur,d'une part car il doit faire face à la renaissance de l'opposition qui incarne le véritable changement (Mitterrand acquiert un statut d'homme d'État et le PS souhaite véritablement changer la société française en proposant de nombreuses réformes profondes.), d'autre part , car le contexte économique après le choc pétrolier de 1973, est de plus en plus difficile à gérer.

Il doit faire face à de plus en plus de difficultés, d'autant que l'opinion publique se détache de plus en plus de l'image qu'il incarne.

Voir la biographie.

2. L'alternance à gauche : les deux septennats Mitterrand (1981-1995)

Ces difficultés, et la division de la droite (il y a un candidat gaulliste contre le président sortant par exemple), expliquent la large victoire de Mitterrand, premier président de gauche sous ce régime.

Voir biographie de Mitterrand.

On assiste donc au phénomène d'alternance, et cela donne lieu à de nombreux espoirs de changement et à des réformes importantes et nombreuses.(la gauche est unie et dans un premier temps il y a à nouveau des ministres communistes au gouvernement)

- loi de décentralisation (voir texte)
- retraite à 60 ans / 5ème semaine de congés payé / loi sur les 39 heures
- fin de la peine de mort
- libéralisation de l'audiovisuel
- démocratie plus importante dans les entreprises
- nationalisations d'entreprises

Mais les gouvernements de gauche sont aussi confrontés au chômage et à la crise économique et on se rend compte que le programme de Mitterrand « changer la vie » ne suffit pas pour redresser la France. Les premières mesures sociales de plus sont très coûteuses.

En conséquence, la gauche perd les élections législatives en 1986, ce qui donne une situation politique totalement nouvelle : la cohabitation ; il y a un président de gauche, une majorité parlementaire de droite, et en conséquence un gouvernement de droite qui est dirigé par Jacques Chirac.

Dans ce cas de figure nouveau, les institutions montrent leur stabilité même si la vie

politique en est quelque peu altérée. On voit par contre que l'alternance tend à devenir la règle dans chaque élection suivante. Le gouvernement Chirac se lance dans une politique ultra libérale qui échoue et suscite de très forts mécontentements d'autant qu'il n'arrive pas à gérer des contestations comme la révolte étudiante de 1986.

Ainsi en 1988, date de la nouvelle élection présidentielle, Mitterrand est réélu très facilement contre Chirac. Il doit cependant faire à nouveau face à une cohabitation en 1993, ce qui paralyse quelque peu à nouveau la vie politique française.

Mitterrand est affaibli par la maladie et par de nombreux scandales. Les Français s'interrogent de plus en plus sur leur personnel politique, ce qui favorise parfois le développement de l'extrême droite.

3. L'alternance à droite et les tentatives de réforme : Chirac/ Sarkozy (1995- 2009)

A partir de 1995, ce sont des présidents de droite qui exercent en France.

- **Jacques Chirac entre 1995 et 2007 (voir biographie)**
- **Nicolas Sarkozy depuis 2007**

Il est dès lors de plus en plus difficile de faire apparaître les événements saillants de la période (pas assez de recul) donc il faut se contenter de quelques indications (voir par exemple la chronologie. Par contre ,on peut déceler des évolutions dans la vie politique française durant notre période.

Voir tableau récapitulatif des forces politiques + évolution des suffrages + liste des premiers ministres.

4. Les évolutions politiques au tournant XX – XXI ème siècle au sein de la société française.

Voir texte .

Si on peut s'interroger sur le rôle actuel des hommes et des femmes politiques en France, et sur le sentiment de l'opinion publique à leur encontre qui semble empreint de plus en plus de méfiance et de désintérêt (ce qui est très grave dans une démocratie), on peut retrouver les mêmes interrogations dans les autres domaines concernant la France durant cette période.

III) Société, culture, économie et rôle international

Ce sont ici autant d'aspects qui ont été vu dans d'autres chapitres, mais mis en forme différemment et avec des compléments.

A) Les évolutions économiques et sociales sur la longue durée

(le plan ici n'est qu' indicatif = tout est dans les différents résumés à

compléter)

1. La France des Trente Glorieuses
2. La France des crises
3. L'évolution actuelle

B) La France culturelle : modèle à suivre ou modèle dépassé ?

1. La France et les intellectuels
2. Les vecteurs culturels français
3. Culture populaire, culture médiatique, interrogations sur l'avenir

Voir textes et compléments

C) La France dans le Monde de 1945 à nos jours

(idem)

1. Les évolutions majeures
2. La place et les interrogations actuelles

Voir textes et compléments

Conclusion